

Les grands absents dont a parlé M. Trudeau

Le Devoir du 12 octobre rapporte que le premier ministre du Canada a regretté l'absence de certains pays au sein de l'Agence. Ce n'est pas un hasard si les pays mentionnés, moins la Suisse, sont ceux dont la décolonisation a été plus difficile. L'Algérie, la Guinée et le Congo, en particulier, peuvent craindre que la mise sur pied d'une telle agence ne soit le prélude d'une nouvelle incursion néocolonialiste sous les dehors de la coopération. Cette crainte est confirmée par la participation de la France et de la Belgique qui, aux yeux de beaucoup, trouveraient là une sorte de revanche. Si ces deux pays ne sont pas les promoteurs de l'Agence, leur potentiel culturel et technique fera d'eux certainement les principaux acteurs. Quant aux promoteurs (Sénégal, Niger et Québec), ils ne donnent pas de garantie suffisante à l'indépendance éventuelle de l'organisme. L'on sait l'attachement à la France d'un Senghor ou d'un Diiori comme on se rappellera la bataille qu'a menée ce pays pour la participation du Québec en tant qu'Etat souverain.

Personnellement je crois que l'Agence pourra et saura se rendre indépendante, mais elle devra d'abord faire ses preuves avant d'attirer ces grands pays. Tout dépendra des priorités qu'elle choisira. S'il ne s'agissait que de promouvoir la langue française, la participation de plusieurs pays, exception faite des francophiles inconditionnels, tendrait à s'a-

moindrir. Les pays d'Afrique dits francophones considèrent le français plus comme un instrument de communication internationale que comme un instrument de culture. L'Agence se doit donc d'être plus un organisme de coopération technique qu'un office de la langue française. Il est faux de penser que les pays qui utilisent le français sont de culture française. Là où il est le plus parlé la proportion de ceux qui le comprennent ne dépasse pas les 5%. Aussi je ne serais pas étonné si du jour au lendemain le Congo décidait que sa langue de communication internationale sera l'anglais si sa coopération avec les Etats-Unis est jugée plus rentable. L'érosion du français au Vietnam est un exemple très parlant à ce sujet. Il est également possible et même souhaitable que le Congo adopte un jour le swahili à l'instar de sa voisine la Tanzanie. Cette langue est, parmi les langues congolaises, la plus répandue dans le pays. Elle est parlée dans trois grandes provinces et est comprise à Kinsha-

sa. Le swahili a l'avantage d'être une langue internationale sans être le patrimoine d'aucun pays en particulier. J'ajouterai ici que cette langue est plus bantoue qu'un quelconque dérivé arabe, comme certains le croient. Toute sa structure est bantoue et l'élément arabe n'intervient que dans le vocabulaire où il est d'ailleurs complètement bantuisé.

Assez curieusement, les démêlés entre Ottawa et Québec et la victoire relative du gouvernement fédéral me donnent l'impression que l'Agence sera suffisamment indépendante. Cela parce que le rôle de la France sera moins prépondérant. Le regret du premier ministre canadien est à cet égard très révélateur. En effet les quatre pays africains absents sont les pays où la France a moins de prise. De toute façon tout dépend de l'intérêt que chacun peut y trouver et c'est à chacun de se convaincre qu'il y va de son intérêt.

César GASHABIZI
Québec, le 13 octobre 1971